

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Malades mentaux dans les rues de Libreville : en veux-tu, en voilà !

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

**I**MMEUBLE Arambo. Une jeune femme visiblement "dérangée" est assise sur le trottoir. Elle serre dans ses bras des briques de jus de fruits. Derrière elle sur le banc public, un homme, un tee-shirt en lambeaux sur le torse, expose au regard une hernie inguinale déjà protubérante. Plus loin à la Cité Damas, un jeune homme, des restes de vêtements sur une peau crasseuse, prend ses aises sur un trottoir. Toujours plus loin, à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), agence d'Akanda. Assise dans un coin, une femme, robe bustier d'une propreté approximative, le regard perdu, campe là, dans un état loin d'être normal. Faut-il aller dans d'autres arrondissements et communes pour réaliser que chaque entité a sa population de "fous" ? Nul besoin. Le constat est clair : les malades mentaux poursuivent leurs errances dans les rues de la capitale et ses environs. Et assurément de l'arrière-pays. Pourtant le 31 juillet dernier, Guy-Patrick Obiang Ndong, alors nouvellement promu au poste de ministre de la Santé, lors de sa première visite de terrain au Centre national de santé mentale, donnait des instructions à cet établissement de procéder au ramassage des

malades mentaux qui écument la capitale. Et Obiang Ndong de donner un délai de 7 jours pour que cette instruction soit effective. Un numéro vert pour signaler des cas était même mis à la disposition des usagers.

Des mois plus tard, on doit à la vérité de reconnaître que cette instruction est, soit restée lettre morte, soit s'est heurtée à des faiblesses. Pour en avoir le cœur net, il faut aller là où devaient atterrir les malades en question. Direction, le Centre national de santé mentale à Melen. Les bâtiments sont coquets. La peinture, fraîchement refaite dans des tons jaune et marron, semble

annoncer que les choses bougent de ce côté. Au loin, des hommes et femmes, avec des chasubles oranges, s'activent. On apprendra plus tard que ce sont des fidèles ou bénévoles, c'est selon, de l'église Les Torrents, du pasteur Gaspard Obiang. Ils viennent tous les mercredis couper ongles et cheveux des malades ou leur faire la toilette. Revenons à l'objet de



Les rues de la capitale sont toujours envahies par de nombreux malades mentaux errants.

notre visite : le Centre. Il est resté fermé durant une période de 2 années du fait d'une interminable grève. Il a été rouvert en 2016, mais a recommencé à fonctionner réellement en 2018 avec des hospitalisations et des transfèments des malades. Cette même année 2018, une mission sera commise par les responsables de l'hôpital pour recenser les patients sur la façade maritime qui tient lieu de zone miroir dans Libreville. 100 malades seront identifiés, mais tous ne seront pas conduits dans la structure. Elle n'était pas aux normes. En janvier 2020, l'État va mettre à disposition de l'hôpital une rallonge budgétaire pour réhabiliter certains bâtiments et augmenter la capacité d'accueil. Mais le transfèrement des malades ne commencera pas. Le coronavirus est passé par là. C'est sur ces entrefaites qu'arrivent les instructions de Guy-Patrick Obiang Ndong en fin juillet dernier de "charrier" tous les malades mentaux de Libreville vers la structure hospitalière. C'est peut-être à cette initiative que l'on doit la

libération de l'abribus de l'université pris en otage depuis des lustres par des malades mentaux. Soit ! Mais l'oukase du ministre va vite se heurter aux capacités restreintes du centre. Tout juste 150 lits. "Nous sommes passés de 40 malades hospitalisés, dont une vingtaine est là depuis plus de 30 ans abandonnés par leur famille, à 139 d'un coup. Soit 99 malades en sus de ceux que nous avions déjà", fait savoir Thierry Bayito-Mokoko, directeur du Centre national de santé mentale. Et voilà désignée la première faiblesse des ordres ministériels. Dans l'impossibilité de repousser les murs, il est question d'attendre que des places se libèrent. "Notre objectif principal est de traiter les malades, de retrouver leurs familles et de les renvoyer dans leurs foyers une fois qu'ils sont stabilisés. Et, au fur et à mesure que les places se libèrent, repartir sur le terrain et transférer d'autres", indique encore M. Bayito-Mokoko. Autre problème auquel l'hôpital fait face : les médicaments. Pas les comprimés, ils sont en stock. Mais des in-

jectables, précise le responsable de la structure, qui permettent de sédaté les malades et de les stabiliser plus rapidement afin qu'ils puissent donner des informations sur leurs familles. Autre besoin : l'alimentation. En passant de 40 à 139 malades, le nombre de patients à nourrir a triplé. Le DG sait compter sur la générosité d'associations et autres personnes de bonne volonté, qui se relaient au sein de l'établissement hospitalier pour apporter de leur aide. Mais peut-on sérieusement attendre la générosité ponctuelle des uns et des autres pour nourrir des patients d'un hôpital ? Rien n'est certain. Toujours est-il que, il faut le souligner, il n'y a pas eu que des problèmes. L'opération a permis à certaines familles de retrouver leurs parents et à certains malades de regagner leur foyer. L'idée était donc bonne, mais elle aura brillé par quelque précipitation. De plus, rien ne semble perdu, à la condition de poursuivre jusqu'à obtention des résultats attendus.

Photo : DR

Photo : L.R.A.





## Pathologie mentale : un problème de santé publique



Photo : L.R.A.

**Le centre national de santé mentale a fait peau neuve. Mais il faut aller plus loin.**

L.R.A.  
Libreville

LES médecins de santé publique et autres épidémiologistes s'accordent à dire que la démence est un problème de santé publique au Gabon, si l'on tient compte des chiffres officiels de la maladie tels qu'ils ressortent des registres du Centre national de santé mentale : 11 477 malades répertoriés de 1995 à 2020, dont quelques-uns à l'intérieur du pays. En outre, en raison de la forte propension à la consommation de substances psychotropes, surtout chez les populations jeunes, il

est évident que ces chiffres vont aller croissants, tant l'absorption de ces drogues est citée parmi les nombreuses causes des troubles mentaux. Faisant ainsi de la pathologie mentale un problème de santé publique sous nos cieux. Ce qui suppose alors de mettre en branle des politiques adéquates pour prémunir les populations de ce danger. Certes, un centre national est déjà dédié à la maladie mentale. Mais il conviendrait de multiplier les efforts, poser les problèmes et les questions en amont pour refréner le phénomène afin d'éviter d'engorger et, partant, de paralyser le centre.

## Et si l'on repensait l'hôpital psychiatrique ?



L.R.A.  
Libreville/Gabon

PAR ses instructions données au Centre national de santé mentale de débarrasser les rues de la capitale de malades mentaux errants, dès son arrivée à la tête de son département, Guy-Patrick Obiang Ndong se lançait un gros challenge certes, mais derrière, il y avait une idée noble : prendre soin de ces personnes vulnérables qui méritent l'attention de la communauté nationale, le système de santé en premier. Tant, estimait-il à l'époque, il est désolant le spectacle des malades mentaux déambulant, parfois tout nus, dans les rues de nos villes et villages. Mais la réalité l'a vite rattrapé, donnant l'impression que la charrue a été mise avant les bœufs. Car il faut donner un cadre décent à cette catégorie de malades, mais

il faut s'assurer que la structure d'accueil est capable d'absorber les patients qui afflueront. Car difficile de repousser les murs, et les instructions ministérielles ne suffisent pas pour cela. Tant, fait ainsi, tous les efforts fournis semblent comme un coup d'épée dans la mer. Il faut donc repenser l'hôpital psychiatrique. Soit en améliorant nettement l'existant, soit en construisant un nouveau avec une structure répondant aux normes de prise en charge de la démence. Et un coup d'œil dans les locaux du centre atteste de ce qu'il ne manque guère de place pour ériger des bâtiments médicaux aux normes, à la condition que la volonté politique soit manifeste. Alors, existe-t-il une réelle volonté politique de repenser l'hôpital psychiatrique et redonner leur dignité à ses pensionnaires ?